

NOUVELLE GUERRE FROIDE

## La stratégie anti-russe de Zbigniew Brzezinski



Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du Président Carter, incarne la continuité de la politique étrangère états-unienne, qui n'est ni Démocrate ni Républicaine. Grand admirateur de Henry Kissinger, il a toujours prôné le respect de deux concepts clés de la diplomatie du « maître », l'équilibre des puissances théorisé par Metternich, et la doctrine de « containment » élaborée par George Kennan. Il préconise ainsi aujourd'hui l'encerclement de la Russie grâce à la déstabilisation de ses régions frontalières. Une politique particulièrement écoutée au sein de l'équipe de John Kerry, qui a recruté son fils Mark Brzezinski en tant que conseiller sur la politique étrangère.

page 2

### Israël débat du plan Sharon

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Le *Jerusalem Post*

organise dans ses colonnes le débat interne du Likoud sur le plan Sharon de redéploiement opposant deux ministres du gouvernement Michael Ratzon pour qui il paraît insensé de perdre Gaza et Meir Sheetrit qui y voit un moyen de redorer le blason d'Israël. De son côté dans *Ha'aretz*, Meron Benvenisti et Michael Tarazi estiment tout deux que le retrait de Gaza et le mur, loin de préparer la solution des deux États, pousse à la création d'un État binational raciste.

page 10

REPÈRE : 25 OCTOBRE 2002

### Les avions des sénateurs ne sont pas sûrs

Le sénateur du Minnesota, Paul David Wellstone, est une figure bien connue du Parti démocrate. Sur la scène intérieure, il soutient la protection de la santé publique et de l'environnement, et à l'extérieur il est encore plus hétérodoxe : opposé à la guerre du Golfe en 1991, il récidive en 2002 en votant contre le texte autorisant George W. Bush à attaquer l'Irak. On le compare alors à trois autres figures de l'aile gauche du Parti démocrate, Hubert H. Humphrey, Eugene J. McCarthy et Walter F. Mondale, en leur temps tous candidats aux primaires démocrates. Le 25 octobre 2002, en pleine campagne sénatoriale, son avion s'écrase dans le Minnesota. Tous les passagers, dont sa femme et sa fille, sont tués sur le coup. L'enquête révèle que le petit avion de tourisme ne disposait pas d'enregistreur de conversations, et ne donne donc aucune indication sur les raisons du crash. Quelques semaines plus tard, son adversaire est élu au Congrès, faisant basculer le Sénat dans le camp républicain. Wellstone est le troisième candidat aux élections sénatoriales à mourir dans un crash d'avion en 10 ans. ■



### PORTER GOSS PRÉFÈRE L'ACTION AU RENSEIGNEMENT

Le nouveau directeur de la CIA, Porter J. Goss, après avoir nommé Michael Kostiw au poste de nouveau directeur exécutif de l'Agence, continue la réorganisation de la première agence de renseignement états-unienne. Alors que l'essentiel des critiques formulées ces derniers mois par le Congrès vise la médiocrité des renseignements recueillis par Langley, Goss a vanté les vertus du poste de Directeur des Opérations et donc de la branche « Action » de l'Agence. Il a promis, d'après le *Washington Post* de ramener la CIA à son « activité centrale », c'est à dire d'assurer « un accès rapproché » aux « fauteurs de trouble » et aux dirigeants politiques, et influencer leurs actions. Goss est lui-même un ancien de la Direction des Opérations, pour laquelle il a travaillé de 1960 à 1971. Il était alors affecté au sein du réseau *stay-behind* et se trouvait, à ce titre, incorporé dans l'Army. ■

## Nouvelle guerre froide

# La stratégie anti-russe de Zbigniew Brzezinski

**Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du Président Carter, incarne la continuité de la politique étrangère états-unienne, qui n'est ni Démocrate ni Républicaine. Grand admirateur de Henry Kissinger, il a toujours prôné le respect de deux concepts clés de la diplomatie du « maître », l'équilibre des puissances théorisé par Metternich et la doctrine de « containment » élaborée par George Kennan. Il préconise ainsi aujourd'hui l'encerclement de la Russie grâce à la déstabilisation de ses régions frontalières. Une politique particulièrement écoutée au sein de l'équipe de John Kerry, qui a recruté son fils Mark Brzezinski en tant que conseiller sur la politique étrangère.**



En examinant les discours de George W. Bush lors de sa campagne présidentielle de 2000, on pouvait s'attendre à ce qu'il adopte, en conformité avec la doctrine Wolfowitz qui tend à prévenir l'émergence de compétiteurs à l'échelle mondiale, une attitude ferme, voire agressive, à l'égard de la Russie de Vladimir Poutine. Au lieu de cela, on a assisté à un spectaculaire réajustement de politique étrangère à l'occasion du 11 septembre 2001. De nombreux commentateurs en ont conclu qu'un accord avait été passé entre Poutine et Bush, selon lequel l'administration états-unienne se garderait de critiquer les

opérations militaires russes en Tchétchénie à condition que Poutine ne se mêle pas des ingérences états-uniennes au Moyen-Orient. Outre le fait que cette explication fait abstraction du 11 septembre 2001 en lui-même et des éléments à disposition du Kremlin concernant les événements qui se produisirent réellement ce jour-là, on pourrait ajouter que les administrations républicaines ont toujours attaché une grande importance au Moyen-Orient, tandis que la tradition démocrate en matière de politique étrangère se focalise davantage sur l'Eurasie.

Pour élaborer sa stratégie face à l'URSS et plus tard vis-à-vis des États affranchis de l'influence soviétique, le camp démocrate s'est appuyé, dès le mandat de Jimmy Carter, sur un homme brillant mais viscéralement anti-Russe, Zbigniew Brzezinski. La doctrine de ce grand universitaire a trouvé des émules bien au-delà du Parti démocrate en définissant l'impératif absolu pour la survie et la prospérité de l'Empire : la conquête de l'Eurasie.

Né en 1928 à Varsovie, fils d'un diplomate polonais, Brzezinski émigre au Canada à l'âge de dix ans lorsque son père y est muté. Il obtient une licence et une maîtrise à l'Université Mc Gill de Montréal, puis un doctorat à Harvard en 1953, devenant citoyen états-unien peu de temps après. Il épouse la fille de l'ancien président tchécoslovaque, Eduard Benes.

Entre 1966 et 1968, il est membre du Conseil de planification politique du département d'État, où il développe la stratégie d'« engagement pacifique » vis-à-vis de l'URSS dans le cadre de la Guerre froide. En octobre 1966, il persuade le président Johnson d'inverser les priorités stratégiques en plaçant la détente avant la réunification allemande.

Lors de la campagne présidentielle de 1968, il préside le groupe de travail sur la politique étrangère du candidat démocrate Hubert H. Humphrey, qui s'inclinera finalement face à Richard Nixon.

## À l'origine de la Commission Trilatérale

Au début des années 1970, Brzezinski fait figure d'original en annonçant l'arrivée sur la scène du pouvoir mondial de nouveaux acteurs, l'Europe et le Japon, dont l'économie se relève rapidement depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans un article de *Foreign Affairs* de 1970, il expose sa vision de ce « nouvel ordre mondial » : « *Une approche nouvelle et plus audacieuse est nécessaire - la création d'une communauté des nations développées qui peut traiter efficacement les problèmes plus larges auxquels est confrontée l'humanité. En plus des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, le Japon doit être inclus (...) Un conseil représentant les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Japon, avec des rencontres régulières entre les chefs de gouvernement ainsi que des acteurs plus secondaires serait un bon début.* » La même année, il articule ces propositions dans un livre intitulé *Entre deux âges* [1], où il explique que l'ère de l'équilibrage des pouvoirs cède la place à celle d'un ordre politique mondial s'appuyant sur un lien économique trilatéral entre le Japon, l'Europe et les États-Unis. La révolution des modes de production, avec le passage de l'industrie lourde à l'électronique, devrait provoquer un bouleversement des systèmes politiques et un renouvellement des élites au pouvoir. David Rockefeller, enthousiasmé par ces concepts, l'embauche alors pour créer la Commission Trilatérale et l'en nomme directeur. Établie

officiellement en 1973, cette association rassemble des figures du commerce, de la banque, des gouvernements et des grands médias nord-américains, européens et japonais.

Au moment du premier choc pétrolier, le principal souci de ces maîtres de la finance mondiale est de se décharger de la responsabilité de la dette des pays en développement en renforçant le rôle du Fonds monétaire international (FMI). Il s'agit également, pour les États-Unis qui sont affaiblis par la débâcle du Vietnam, de s'appuyer sur les deux extrémités du bloc eurasiatique, où leur influence est grande depuis la Seconde Guerre mondiale, pour y maintenir et étendre leur hégémonie. Cette mission, vue de l'extérieur, confère définitivement à Brzezinski une image de colombe, avocat de la détente et du multilatéralisme, voire même -aux yeux de l'extrême droite- une apparence de globaliste inspiré par le marxisme.

Pour mener à bien les grands desseins de la Trilatérale, le meilleur moyen était que l'un de ses membres devienne président des États-Unis.

## Carter et le double jeu

Dès la création de la Commission Trilatérale, le pasteur Jimmy Carter comptait parmi les proches du tandem Rockefeller-Brzezinski. Il avait ouvert des bureaux d'échanges commerciaux pour l'État de Géorgie à Bruxelles et à Tokyo, ce qui à leurs yeux faisait de lui l'incarnation idéale du concept fondateur de la Commission [2]. Pour la nomination et l'élection présidentielle de 1976, Rockefeller met donc ses relations à Wall Street, et Brzezinski son rayonnement académique au service du candidat démocrate Jimmy Carter. Tout naturellement, une fois celui-ci élu Brzezinski occupera le poste privilégié de conseiller de sécurité nationale [3].

Aussitôt en poste, Carter définit la réduction de l'arsenal militaire nucléaire des deux blocs comme une priorité. Néanmoins la crise des missiles SS-20 soviétiques pointés vers l'Europe, à laquelle réagira Carter en faisant à son tour déployer les missiles Pershing, ruintera ces efforts, sincères ou non, en mettant les deux blocs dans une situation de suspicion réciproque.

Il s'avère qu'à l'époque le camp soviétique a de bonnes raisons de soupçonner son adversaire de jouer un double jeu : la défaite militaire au Vietnam incite les États-Unis à faire profil bas sur le plan militaire et stratégique, pendant que Brzezinski concocte un plan de guerre par procuration afin d'enliser l'URSS dans un conflit périphérique.



Brzezinski examinant l'arme d'un officier pakistanais

La déstabilisation du régime communiste afghan et l'armement des premières milices djihadistes anti-communistes en 1979 provoquent comme prévu l'entrée de l'Armée rouge dans le pays. Pour cela Brzezinski s'appuie sur les puissants services de renseignements pakistanais, l'ISI. Ce n'est que lors d'une interview

accordée au *Nouvel Observateur* en 1998 que Brzezinski reconnaîtra que l'armement des troupes anti-soviétiques de Ben Laden était antérieur à l'invasion russe et destiné à provoquer leur réaction :

« Le Nouvel Observateur : *L'ancien directeur de la CIA Robert Gates l'affirme dans ses Mémoires : les services secrets américains ont commencé à aider les moudjahidine afghans six mois avant l'intervention soviétique. À l'époque, vous étiez le conseiller du président Carter : vous avez donc joué un rôle clé dans cette affaire. Vous confirmez ?*

Zbigniew Brzezinski : *Oui. Selon la version officielle de l'histoire, l'aide de la CIA aux moudjahidine a débuté courant 1980, c'est-à-dire après que l'armée soviétique eut envahi l'Afghanistan le 24 décembre 1979. Mais la réalité, gardée secrète jusqu'à présent, est tout autre : c'est en effet le 3 juillet 1979 que le président Carter a signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime prosoviétique de Kaboul. Et ce jour-là j'ai écrit une note au président dans laquelle je lui expliquais qu'à mon avis cette aide allait entraîner une intervention militaire des Soviétiques. (...) Nous n'avons pas poussé les Russes à intervenir, mais nous avons sciemment augmenté la probabilité qu'ils le fassent.*

N. O. : *Lorsque les Soviétiques ont justifié leur intervention en affirmant qu'ils entendaient lutter contre une ingérence secrète des États-Unis, personne ne les a crus. Pourtant, il y avait un fond de vérité. Vous ne regrettez rien aujourd'hui ?*

Z. Brz. : *Regretter quoi ? Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan et vous voulez que je le regrette ? Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter, en substance : "Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam". (...).*

N. O. : *Vous ne regrettez pas non plus d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes et des conseils à de futurs terroristes ?*

Z. Brz. : *Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la Guerre froide ? » [4]*

En parlant de « *quelques excités islamistes* » dans cette interview, Brzezinski ne sous-estime pas la puissance d'Al Qaïda, mais caractérise la réalité de ce que les néo-conservateurs ont érigé en mythe afin de justifier leur croisade mondiale. Bien entendu, un membre du **Council on Foreign Relations** se garderait bien, aujourd'hui, d'être aussi catégorique.

## **Alliance objective avec la Chine et soutien inconditionnel au Shah d'Iran**

Si Nixon et Kissinger avaient résolument joué sur la peur de l'encerclement de l'Union soviétique en entamant un processus de normalisation des relations avec la Chine, une partie de l'entourage de Carter se méfiait de cette approche que Brzezinski entendait bien poursuivre.

Carter avait bien affirmé, en arrivant à la Maison-Blanche, qu'il opérerait pour le dialogue avec l'URSS et garderait ses distances avec la République populaire de Chine, mais son secrétaire d'État Cyrus Vance se heurta rapidement à l'obsession anti-Russe de Brzezinski, et tout au long de son mandat Carter dut s'efforcer de concilier les antagonismes de son administration. Celui qui faisait office de médiateur entre ces deux pôles était Richard C. Holbrooke, futur ambassadeur des États-Unis à l'ONU et conseiller de John Kerry sur la politique



Cyrus Vance, Zbigniew Brzezinski et Jimmy Carter

dialogue sur le désarmement et la coopération avec l'Union soviétique pour désamorcer les conflits du Tiers-monde.

étrangère dans sa campagne, aux côtés de Mark Brzezinski, fils de Zbigniew. Selon Cyrus Vance et d'autres partisans du dialogue comme le renégat démocrate Averell Harriman, la logique triangulaire d'encerclement ne pouvait conduire au mieux qu'au malentendu avec l'URSS, sinon à la guerre. Ils prônaient donc le



Réunion entre le Shah d'Iran, Alfred Atherton, William Sullivan, Cyrus Vance, le président Carter et Zbigniew Brzezinski en 1977

La normalisation des relations avec la Chine n'en poursuit pas moins sa route, Brzezinski allant même jusqu'à mettre au point un programme de coopération stratégique conjoint et à entretenir de bonnes relations personnelles avec Deng Xiaoping, ce qui lui vaut aujourd'hui d'être bien vu auprès des Chinois.

On retrouve la même défiance de Brzezinski face à l'URSS dans son attitude vis-à-vis de l'Iran, qui sous le régime du Shah était considéré comme un rempart contre l'influence soviétique au Moyen-Orient. Ainsi, Brzezinski assura le Shah de son soutien jusqu'au dernier moment, même lorsqu'une partie de l'administration Carter, le secrétaire d'État en tête, voulait qu'il s'en aille, et demanda l'intervention militaire des États-Unis pour le maintenir au pouvoir. Mais les actions concrètes de Washington furent dictées par le point de vue du département d'État, et malgré les pourparlers avec les généraux qui renversèrent le Shah afin de s'assurer qu'un régime modéré soit aux commandes du pays, c'est Khomeini qui dans un raz-de-marée populaire se retrouva au pouvoir.

Il participa avec Carter aux négociations de Camp David 1 en 1977 et joua un rôle dans la signature du traité de paix israélo-égyptien, sans toutefois imposer sa présence au cœur des débats contrairement à ce qu'il a toujours fait lorsqu'il s'agissait de l'URSS.

## Retour de la menace russe face à l'hégémonie états-unienne

En 1989, Brzezinski quitte l'Université de Columbia où il enseignait depuis 1960

afin de se consacrer à la l'élaboration du plan de statut indépendant de l'Ukraine, ce qui marque le début de son engagement en vue de prévenir la réémergence de la Russie comme superpuissance. Il défend au contraire l'intégration de la Russie dans le système de l'Ouest et le « pluralisme géopolitique » dans l'espace de l'ancienne Union soviétique. Par ailleurs il développe « un plan pour l'Europe » qui passerait par l'extension de l'OTAN aux républiques baltes. Ses efforts porteront leurs fruits plusieurs années plus tard avec notamment l'intégration des trois républiques baltes à l'OTAN en 2002.

Au cours des années 90 il est également l'émissaire spécial du président états-unien pour la promotion du plus gros projet d'infrastructure pétrolière au monde, l'oléoduc Bakou-Tblissi-Ceyhan [5]. Ce projet représente pour lui la meilleure concrétisation de ses ambitions qui visent à empêcher la Russie de se relever. Parallèlement, il préside dès 1999 le Comité américain pour la paix en Tchétchénie (**American Committee for Peace in Chechnya**), installé dans les locaux de Freedom House. À ce titre, il prétend œuvrer à des négociations de paix entre le gouvernement russe et les indépendantistes emmenés par Mashkadov. Mais ces activités soigneusement enrobées de bonnes intentions « à la démocrate » ont de plus en plus de mal à dissimuler la réalité sous-jacente ; celle d'un soutien couvert aux indépendantistes pour entretenir une guerre périphérique, comme en Afghanistan, afin d'affaiblir la Russie et de la tenir à l'écart des profits engendrés par les ressources de la Caspienne.

Car la matérialisation de la doctrine Brzezinski, qui veut qu' « Une puissance qui domine l'Eurasie contrôlerait deux des régions du monde les plus avancées et économiquement productives », passe par l'extension de l'OTAN vers l'Est, ce à quoi l'administration Clinton en particulier travaillait activement. Mais comment vend-t-il cette nécessité de l'OTAN aux Européens ? « L'entité européenne, située sur la bordure ouest de l'Eurasie et à l'immédiate proximité de l'Afrique, est plus exposée aux risques inhérents de tumulte global croissant qu'une Amérique plus politiquement unie, militairement plus puissante et géographiquement plus isolée. (...) Les Européens seront plus immédiatement exposés au risque dans l'éventualité qu'un impérialisme chauviniste anime de nouveau la politique étrangère russe. », expliquait-il dans la revue *National Interest* en 2000 [6]. Cela a le mérite de la clarté : le déploiement des forces de l'OTAN tout autour de la Russie était une mesure préventive. Si elle réagit en se mettant sur la défensive, c'est bien la preuve qu'elle veut restaurer son empire et redevenir totalitaire.

Travaillant à la fois comme consultant pour **BP-Amoco** et **Freedom House**, Brzezinski est chargé en Azerbaïdjan de redorer l'image du dirigeant Heidar Alyev. Pour cela, il n'hésite pas à qualifier le dictateur de « *mec vraiment chouette* » dans une interview au *New York Times* [7]. Comme excuse au soutien anglo-saxon à la dictature d'Aliyev, Brzezinski avance volontiers l'argument selon lequel après sept décennies de gouvernance communiste, on ne peut pas s'attendre à ce que l'Azerbaïdjan et les autres républiques de l'ancienne Union soviétique adoptent la démocratie en un laps de temps aussi court. Si la répression politique sous le régime d'Aliyev a eu tendance à s'accroître ces dernières années, à mesure que les attentes au sujet des richesses de la Caspienne étaient déçues, l'Azerbaïdjan n'en est pas moins passé du statut de pays « non libre » à celui de pays « partiellement libre » dans le classement de la Freedom House [8]. Au même moment, en 1999, la secrétaire

d'État et disciple de Brzezinski, Madeleine Albright, invitait Heïdar Aliyev à la célébration de l'anniversaire de l'OTAN.

Toujours dans la même perspective d'implantation de l'OTAN pour permettre aux intérêts occidentaux, surtout pétroliers, de s'implanter dans la région, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Ukraine organisèrent des exercices militaires conjoints le 16 avril 1999 sous les auspices du programme « Partenariat pour la paix » de l'OTAN [9].

En dehors de ses activités de consultant pour BP-Amoco et Freedom House, Brzezinski soutient ou prête son nom à tout un système de fonds et d'ONG qui parrainent les castes, les intellectuels et les élites des pays de l'ancienne orbite soviétique.

C'est à l'initiative du Comité états-unien pour la paix en Tchétchénie, dont Brzezinski est le président, qu'a eu lieu les 16 et 18 août 2002 au Lichtenstein une réunion entre les principaux leaders du mouvement tchéchéne. Cette rencontre se tenait deux mois après celle de Bassaïev et Maskhadov où fut conclu l'accord sur le commandement commun des « Forces armées de la République tchéchéne d'Ichkérie ». Les intervenants conclurent que la Tchétchénie ne pouvait plus être incluse dans la Russie, qu'une large autonomie était nécessaire et que des négociations s'imposaient avec Maskhadov. La prise d'otage de Beslan, revendiquée par Bassaïev, participe-t-elle du processus de revendication d'indépendance de la Tchétchénie ou du processus de déstabilisation de la Russie ? [10] La conséquence principale de cette action étant la montée des tensions entre l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie voisine, c'est-à-dire une « balkanisation » toujours plus importante de la région, on peut se poser des questions.

Aujourd'hui Zbigniew Brzezinski est surtout actif au sein du CSIS, mais il demeure le cerveau du programme démocrate en politique étrangère, en témoigne l'obsession du candidat Kerry, et surtout de son colistier John Edwards en ce qui concerne la Russie.



Mark Brzezinski

Suivant les conseils de Mark Brzezinski, ils ont choisi d'adopter comme priorité numéro un la question du désarmement nucléaire de la Russie, alors que celle-ci a retrouvé sa capacité de production pétrolière d'avant l'explosion de l'URSS et que l'État russe bénéficie grandement du prix actuel du pétrole, ce qui lui a permis de doubler récemment son budget de défense. La question du danger posé par l'arsenal nucléaire russe en délabrement n'est donc absolument plus d'actualité, contrairement à ce que prétend John Kerry.

Son objectif est tout autre ; il tient davantage de la stratégie de subordination de la Russie défendue depuis plusieurs décennies par Zbigniew Brzezinski. Mais il est plus difficile dorénavant de convaincre l'opinion mondiale que la Russie incarne le mal absolu et que faute d'être subordonnée, elle sombrera dans le totalitarisme [11]. Pour cela, il faut provoquer sa réaction de la même manière qu'en Afghanistan en 1979, car contrairement aux États-Unis, elle est à l'abri de tout problème



d'approvisionnement énergétique pour les décennies à venir. On constate ainsi une dérive dans le discours de Brzezinski, qui qualifiait récemment Vladimir Poutine de « *Benito Mussolini russe* », tour à tour dans une interview donnée au *Wall Street Journal* et au *Novaya Gazetta*.

### Arthur Lepic

[1] *Between two Ages : America's Role in the Technetronic Era* par Zbigniew Brzezinski, Harper éd., 1971. Édition française : *Révolution technetronique*, Calman-Lévy éd., 1971.

[2] C'est également la Commission Trilatérale qui poussera le président Giscard d'Estaing à choisir comme Premier ministre un de ses membres, Raymond Barre, professeur d'économie sans expérience politique.

[3] Brzezinski appelle à ses côtés Madeleine K. Albright (dont le père servit en Tchécoslovaquie dans le gouvernement du beau-père de Brzezinski, Eduard Benes), et les deux théoriciens du **clash des civilisations** Bernard Lewis et Samuel P. Huntington.

[4] *Le Nouvel Observateur* n° 1732, du 15 au 21 janvier 1998, p. 76.

[5] Voir « **L'Azerbaïdjan, un poste colonial avancé** », par Arthur Lepic, *Voltaire*, 10 septembre 2004.

[6] Cité dans « **Bribing Montenegro - It didn't work** », par George Szamuely, *antiwar*, 15 juin 2000.

[7] « **Freedom spells B-A-K-U** », *Counterpunch Magazine*, 1999.

[8] Voir « **Freedom House, quand la liberté n'est qu'un slogan** », *Voltaire*, 7 septembre 2004.

[9] « **U.S. and NATO goals in the Balkans** », par Lenora Foerstel, International Action Center, 1999.

[10] « **La responsabilité anglo-saxonne à Beslan** » par Marivilla Carrasco et la rédaction, *Voltaire*, 27 septembre 2004.

[11] « **115 atlantistes contre la Russie** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 1er octobre 2004.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Israël débat du plan Sharon

## Analyse

L'historien Howard Zinn déplore dans *The Progressive* l'incapacité de John Kerry à fournir une alternative à la guerre au terrorisme de MM. Bush, Sharon et Poutine. Selon lui, cette guerre n'est jamais qu'une lutte entre dominants et dominés. Le terrorisme serait une réaction à l'injustice et la guerre au terrorisme serait un moyen de prolonger l'injustice. La paix, elle, ne pourrait venir que de la résolution de ces injustices.

Le *Jerusalem Post* organise dans ses colonnes le débat interne du Likoud sur le plan Sharon de redéploiement.

Le colonel Michael Ratzon, bien que membre du gouvernement, y est opposé. Il lui paraît insensé de perdre Gaza sans contrepartie, alors même qu'Israël n'y est pas contraint. Et il ne voit pas l'intérêt de provoquer une guerre civile chez les Palestiniens. Au contraire Meir Sheerit pense qu'en modifiant la donne, Israël redorera son image internationale et que les palestiniens apparaîtront alors comme les responsables de la poursuite de l'affrontement.

Dans *Ha'aretz*, le débat se poursuit à gauche. Meron Benvenisti observe que la stratégie de Sharon conduit inexorablement à un État unique. Il en déduit que le Premier ministre imagine d'institutionnaliser l'injustice au sein de cet État. De son côté, Michael Tarazi, avocat de l'OLP, observe qu'en enfermant les Palestiniens dans des réserves, sans eau ni terres arables, Sharon ne peut que susciter un regain de violence et une remise en cause du caractère juif de l'État unique qui se profile.

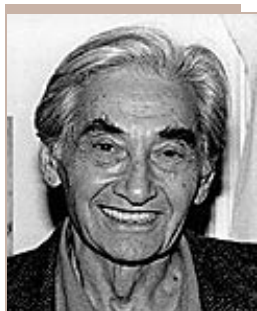
La nouveauté dans ce conflit sans fin surgit sous la plume de Shimon Peres dans le *Boston Globe*. L'ancien Premier ministre y développe l'idée que, à l'époque contemporaine, la puissance d'un État ne dépend plus comme avant de l'étendue de son territoire, mais de sa créativité. Dès lors, il est absurde de

continuer à se battre pour de petits bouts de terrain : Israël doit recentrer ses efforts sur son développement intérieur. C'est aussi là un constat de sagesse. En effet, l'État hébreu met sa sécurité en péril en se focalisant sur son expansion au détriment de son économie, tous les jours plus faible.

Enfin, l'ancien ministre allemand de l'Économie Otto Lambsdorff met en garde les lecteurs de l'*International Herald Tribune* contre les projets de Gerhard Schröder et Jacques Chirac de nouer un axe Paris-Berlin-Moscou. Selon lui, la Russie ne partage pas les valeurs démocratiques de l'Occident et ne peut donc devenir un partenaire à part entière, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas veiller à entretenir des relations de bon voisinage. Ancien président du groupe européen de la Commission Trilatérale, M. Lambsdorff est partisan d'une Union européenne et d'une alliance atlantique fortes et élargies dont la Russie serait exclue ; une position classiquement inspirée par la théorie de l'équilibre des puissances et qu'il essaye ici de justifier sur un mode idéologique.

Réseau Voltaire

## Howard Zinn



Historien social états-unien et figure de la gauche états-unienne, Howard Zinn, est éditorialiste pour le journal *The Progressive* et l'auteur de *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*.

### « Notre guerre au terrorisme »

Source : *The Progressive*

Référence : « Our War on Terrorism », par Howard Zinn, *The Progressive*, édition de novembre 2004.

Je veux parler de « notre » guerre au terrorisme pour la distinguer de celles de **George W. Bush**, d'**Ariel Sharon** et de **Vladimir Poutine**. Tous trois fondent leur guerre au terrorisme sur une énorme tromperie : convaincre leur population que l'on peut vaincre le terrorisme par la guerre. Or comme la guerre est la plus extrême des formes de terrorisme, la guerre au terrorisme est une contradiction dans les termes. Même dans leur définition limitée, la guerre au terrorisme est d'ailleurs un échec puisque d'après l'**International Institute for Strategic Studies** de Londres, **18 000 terroristes potentiels sont formés par al-Qaïda**.

Il est étonnant dans ces conditions que la population estime que le président a fait du bon travail dans sa guerre au terrorisme. Je pense qu'il y a deux explications à cela. Premièrement, la presse n'a pas fait son travail : à savoir remettre en cause les affirmations du gouvernement et expliquer quelles seraient les conséquences humaines de la Guerre d'Irak, démontrer que nous allions terroriser d'autres population au nom de la lutte contre le terrorisme. Ensuite, l'opposition n'a proposé aucune alternative : **John Kerry** n'a donné aucune autre définition du terrorisme se contenant d'affirmer que la Guerre d'Irak était la mauvaise guerre au mauvais moment, au mauvais endroit. Cela veut-il dire qu'il y aurait eu une meilleure guerre à faire dans un meilleur endroit à un meilleur moment ? Il reste vague sur le sujet. Il n'a en tout cas jamais remis en cause l'idée selon laquelle la guerre est la bonne réponse contre

le type d'attaque qui nous a frappé le 11 septembre.

Les actes terroristes doivent être condamnés, mais les actions militaires ne sont pas une solution. Pourtant, la population les approuve car la peur provoquée par les attentats la pousse à approuver toutes les solutions semblant affronter frontalement la cause de leur peur. Si Kerry n'offre pas d'alternative à la guerre au terrorisme, c'est à nous de le faire. La cause du terrorisme est la colère provoquée par la politique américaine au Moyen-Orient et ailleurs, il faut donc la changer.

## Michael Ratzon



Ancien colonel de Tsahal Michael Ratzon est député du Likoud à la Knesset et vice-ministre du Commerce et de l'Industrie du gouvernement d'Ariel Sharon.

### « Le moment de vérité du Likoud II »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Likud's moment of truth II », par Michael Ratzon, *Jerusalem Post*, 20 octobre 2004.

**Ariel Sharon** a déclaré, alors qu'il était déjà Premier ministre que « quiconque annonce, avant l'arrivée à la table des négociations les concessions qu'il est prêt à faire est un amateur » et qu'« un désengagement unilatéral sous les balles signifie que nous faisons des concessions, mais n'obtenons rien ». Le désengagement unilatéral était dans le programme de Mitzna aux dernières élections, pas dans celui de Sharon et c'est Mitzna que la population israélienne a rejeté. Ce qui est frappant, c'est que les raisons que Sharon avait de s'opposer à Mitzna restent d'actualité : le plan est illogique car il ne peut pas y avoir de désengagement si l'autre camp ne le souhaite pas.

Est-ce que les partisans du désengagement comme **Meir Sheerit** réalisent que l'armée israélienne devra continuer à opérer dans la bande de Gaza car tant qu'il y aura des terroristes là-bas nous devons les combattre ? Dans ces conditions, nous ne faisons que nous désengager de nos frères, de nos foyers, des tombes de nos enfants, du rêve sioniste, sans rien avoir en retour. Quitter Gaza ne résoudra pas le problème du terrorisme et diminue notre capacité à le combattre. Les Palestiniens se déchireront et le bain de sang nous affectera également. Tant que nous n'aurons pas évacué tous les territoires, le monde continuera à reconnaître la légitimité du combat palestinien et nous ne pourrons plus expliquer pourquoi nous quittons Gaza, mais pas Jérusalem-Est. En outre, ce retrait va être perçu comme un encouragement pour les terroristes.

## Meir Sheerit



Ancien ministre des Finances et ministre de la Justice israélien, Meir Sheerit est député du Likoud à la Knesset et ministre des Transports du gouvernement d'Ariel Sharon.

### « Le moment de vérité du Likoud I »

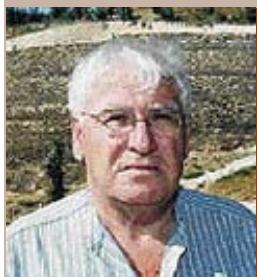
Source : Jerusalem Post

Référence : « Likud's moment of truth I », par Meir Sheerit, *Jerusalem Post*, 20 octobre 2004.

En tant que membre du **Likoud**, je sais que le plan de désengagement de Gaza n'est pas la solution idéale, mais c'est une bonne étape pour le long terme. La plus grande partie de l'opinion publique, y compris les opposants au plan, sait que Gaza sera abandonné dans un accord final. **Michael Ratzon** et les opposants au désengagement affirment que le retrait encouragera le terrorisme, mais une vision réaliste de la situation montre que nous aurions dû nous désengager plus tôt et quitter Gaza il y a des années. Le temps ne plaide pas en notre faveur. Il y a 7 500 Israéliens pour un 1,5 millions de Palestiniens à Gaza. La situation n'est pas tenable. En outre, il n'y a pas d'opposition entre quitter Gaza et combattre le terrorisme. Par ailleurs, quitter Gaza sape les justifications palestiniennes pour poursuivre le terrorisme depuis Gaza. Si le terrorisme continue après le retrait, la communauté internationale devra soutenir Israël. Au contraire, poursuivre l'occupation rend Israël responsable du chaos à Gaza. Les opposants affirment que le retrait de Gaza est en contradiction avec ce qu'**Ariel Sharon** a promis durant sa campagne, mais il avait affirmé qu'il faudrait faire « des concessions douloureuses » et c'est pour cela que le public l'a élu.

Le retrait est un choix difficile à faire car il chassera des gens de chez eux, mais parfois, pour le bien de tous, il faut savoir prendre des décisions allant à l'encontre d'intérêts privés. Nous devons faire preuve d'empathie pour ceux qui auraient à en souffrir, mais il faut également rejeter les appels à la désobéissance des soldats et rejeter la diffamation contre le Premier ministre. Notons que les États-Unis nous soutiennent pour garder des parties de la Judée et Samarie. Pour cela, il faut nous accorder avec l'administration états-unienne sur un plan de paix. Cela peut sembler une faible avancée, mais il faut comprendre que nous sommes presque seuls dans un monde pro-palestinien.

## Meron Benvenisti



Meron Benvenisti est ancien vice-maire de Jerusalem. Il est l'auteur de et écrivain de *Sacred Landscape : Buried History of the Holy Land Since 1948*.

### « L'injustice de la nouvelle formule »

Source : Ha'aretz

Référence : « The injustice of the new formula », par Meron Benvenisti, *Ha'aretz*, 21 octobre 2004.

Ces dernières semaines, les discussions sur la possibilité de construire un État palestinien pour résoudre le conflit israélo-palestinien ont été relancées. Cette question commence à être discutée par des groupes et des personnes appartenant à l'establishment militaire et politique des deux camps. Il n'est pas impossible que nous soyons en train de changer de paradigme et d'abandonner celui des « deux États, qui après tout à moins de 20 ans.

Le plan d'Ariel Sharon par exemple implique un « désengagement » qui pourrait entraîner une fracture nationale et qui fera disparaître l'éventualité d'un État palestinien. Dès lors, certains militaires de haut rang envisagent, après ce retrait et une fois que le monde sera convaincu qu'il n'y a personne avec qui discuter de renoncer à la solution des deux États, de laisser des parties des territoires occupés à la Syrie, à la Jordanie et à l'Égypte. Il est fou de penser que les États arabes accepteraient de devenir les supplétifs de Tsahal contre le nationalisme palestinien, mais une telle demande permettrait de rejeter la responsabilité des problèmes sur les pays arabes. Beaucoup d'Israéliens estiment également que la barrière de séparation transforme le conflit israélo-palestinien en problème frontalier et éloigne la « menace démographique ». En réalité, en rendant les Palestiniens dépendants économiquement, le mur rend la solution des deux États impossible et renforce la stratégie de l'État unique. Notons également que l'État unique binational n'est pas un risque pour l'avenir, c'est une situation qui existe actuellement.

## Michael Tarazi



Avocat états-unien, Michael Tarazi est conseiller juridique de l'OLP.

### « Frapper la ruche »

Source : Ha'aretz

Référence : « Kicking the beehive », par Michael Tarazi, *Ha'aretz*, 20 octobre 2004.

Avraham Tal a écrit dans *Ha'aretz* que le fait que certains Palestiniens continuaient à soutenir la solution d'un seul État était la preuve que la vraie intention de l'OLP est la destruction de l'État juif. C'est la logique d'un homme qui frappe une ruche, est piqué par les abeilles et utilise cet événement pour affirmer que les abeilles lui en voulait depuis le début.

L'OLP est officiellement engagé en faveur de la solution à deux États. Cela a été réaffirmé par Yasser Arafat en 2002 dans le *New York Times*, un texte traduit par la suite en arabe et en hébreu. Il est vrai que certains Palestiniens, croyant

encore aux valeurs démocratiques qui affirment l'égalité entre les hommes quelles que soient leur religion ou leur ethnie, veulent un seul État pour les Palestiniens et les Israéliens. Certains Palestiniens défendent également la solution d'un seul État en espérant ainsi pousser Israël vers la direction des deux États. Quoi qu'il en soit, les sondages montrent que la majorité de la population soutient la solution des deux États. Pourtant, cela importe peu puisque ce n'est pas l'opinion des Palestiniens qui importe, ce sont les actions d'Israël.

Or, le plan d'**Ariel Sharon** est en train de construire des réserves pour les Palestiniens, sans eau ni terre arable. Comment pourraient-ils vouloir de ce type « d'indépendance ». Pour des gens comme Tal, cela signifie sans doute que les Palestiniens veulent détruire Israël, mais les Israéliens se trompent s'ils croient convaincre les Palestiniens que la solution « un État, une réserve » équivaut à la solution des deux États. Dans ces conditions, les Palestiniens doivent revoir ce qu'ils demandent.

## Shimon Peres



Prix Nobel de la paix en 1994, Shimon Peres est ancien Premier ministre israélien (1995-1996) et ancien ministre des Affaires étrangères. Il est l'actuel chef du parti travailliste et député à la Knesset.

### « Des raisons d'espérer en Israël »

Source : The Boston Globe

Référence : « Reasons of hope in Israel », par Shimon Peres, *Boston Globe*, 20 octobre 2004.

Un vent de changement souffle sur le monde et il y a autant de raisons d'espérer que d'avoir peur. Une bataille entre la tradition et la modernité touche le Moyen-Orient. Ce n'est pas un choc entre civilisations, mais dans une civilisation entre ceux qui n'ont à offrir que le passé et ceux qui se tournent vers l'avenir. Si on regarde les attentats à la bombe et les meurtres dans la région, on peut penser que les changements n'amènent que le pire. Mais si on regarde la Turquie, la Libye, l'Afghanistan, l'Égypte et la Syrie, une histoire différente apparaît car les développements dans ces pays laisse espérer un avenir différent.

Partout au Moyen-Orient, ceux qui parlent d'ouverture et de démocratie sont entendus. Le monde change. Avant, la richesse venait de la terre, aujourd'hui, de la créativité. Les territoires et les ressources naturelles que l'on possède ne comptent donc plus autant qu'avant. Les pays qui ne participent pas aux changements condamnent leur peuple à la pauvreté. Les femmes acquièrent des libertés dans le monde, la libération de l'esprit humain est une force inexorable et Israël, comme Boston, doit construire son futur sur la connaissance.

Si nous voulons devenir un grand pays, nous devons commencer par devenir un plus petit pays, accepter la « feuille de route » et concentrer la créativité de notre population dans nos frontières.

## Otto Lambsdorff



Ancien ministre de l'Économie allemand (1977-1984), Otto Lambsdorff est président honoraire du groupe européen de la Commission Trilatérale.

## « Aller doucement concernant "le partenariat" avec la Russie »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Go slow on 'partnership' with Russia », par Otto Lambsdorff, *International Herald Tribune*, 20 octobre 2004.

« Partenaire » ou « bons voisins » ? Ces deux expressions n'ont pas le même sens dans les relations internationales et la question de celle qu'il convient d'employer dans nos relations avec la Russie se pose. Nous, Européens, essayons de nous assurer un minimum de bon voisinage avec des régimes très différents, mais pour qu'il y ait un partenariat, il faut un partage des valeurs démocratiques, ce qui implique une capacité à se dire les vérités sur des questions sensibles. C'est pourquoi je suis mal à l'aise quand j'entends Jacques Chirac et Gerhard Schröder affirmer que Vladimir Poutine est notre « partenaire » ou notre « ami ». George W. Bush a, quant à lui, appelé à un développement des liens avec la Russie tout en mettant en garde contre la fragilité de la démocratie russe.

Si on regarde la Tchétchénie, on voit que les violations des Droits de l'homme pratiquées par les Russes ne peuvent qu'alimenter le terrorisme international. L'Occident peut reconnaître que l'indépendance de la Tchétchénie n'est pas souhaitable, mais que la Russie ne fait rien pour accorder une autonomie qui pourrait mettre un terme à un conflit sanglant. Il faut également se méfier des dernières mesures au Kremlin mettant fin à l'élection des gouverneurs de province et prenant le contrôle des médias nationaux. Les mesures économiques sont à peine plus rassurantes puisque si la Russie va entrer dans l'OMC, le Kremlin a montré avec l'affaire Yukos, qu'il veut renforcer son contrôle. Dans ces conditions, il est difficile de faire de la Russie un partenaire